

N° 242

# SÉNAT

SESSION ORDINAIRE DE 1998-1999

Annexe au procès-verbal de la séance du 2 mars 1999.

## MESSAGE

DE

M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

LU

Par M. Christian PONCELET,

Président du Sénat.



Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les parlementaires,

Au moment où le Parlement ouvre le débat sur la ratification du traité d'Amsterdam, je voudrais, comme la Constitution m'y autorise, vous dire l'idée que je me fais de l'Europe et de la place que la France doit y tenir.

L'Europe est le fruit d'une nécessité, d'un idéal et d'une volonté. Elle a surgi des décombres de la guerre et de la barbarie. Ses fondations ont été établies sur un socle étroit, exposé dès la première heure à de nouvelles menaces totalitaires.

En dépit de toutes les forces contraires, elle n'a cessé de grandir. Ce fut la réconciliation franco-allemande, pierre d'angle du projet européen, l'union des démocraties pour défendre la paix et la liberté, la proclamation de l'Europe des droits de l'homme. Ce fut l'élan de la reconstruction dans la solidarité, l'Europe du charbon et de l'acier, l'EURATOM.

Sous l'impulsion du général de Gaulle, la France s'est engagée résolument dans le marché commun et la politique agricole commune, à nos yeux inséparables. L'Europe a progressé, surmontant les crises de croissance, dépassant les blocages, assez sûre d'elle-même pour s'ouvrir peu à peu à ceux qui avaient tardé à la rejoindre. Elle n'a cessé de se renforcer dans ses institutions comme dans ses politiques.

Il y eut la création du Conseil européen, l'élection d'un parlement au suffrage universel, l'Acte unique. Il y eut la libre circulation des personnes, le marché intérieur et les nombreuses politiques communes. Il y a maintenant l'euro, qui nous permet, avec nos partenaires, de reconquérir une souveraineté monétaire de plus en plus difficile à exercer au niveau national. Il y aura demain le traité d'Amsterdam, qui ouvre des voies nouvelles.

Cette Europe, encore inachevée, les Français l'ont faite ensemble. Presque tous, nous pouvons en revendiquer notre part. Chaque président, chaque gouvernement a laissé sa trace dans cette grande aventure collective qui exige autant de passion que de raison, autant d'audace que de prudence.

A ce point de notre histoire, dans un monde qui peine à trouver ses équilibres, il est important de nous fixer des objectifs clairs, dans l'intérêt des peuples de l'Union et pour que l'Europe poursuive et achève sa quête d'elle-même.



Dans l'immédiat, c'est la consolidation de l'acquis européen, tâche de tous les jours, souvent difficile, comme nous le voyons avec l'Agenda 2000. Le financement de l'Union et l'avenir des politiques agricoles et régionales sont en jeu. C'est pourquoi la France défend avec fermeté les principes et le contrat sur lesquels s'est bâtie l'Europe.

C'est aussi, plus largement, libérer les énergies, assurer la croissance de l'activité sur notre continent. Notre ambition doit être de transformer le succès de l'euro en coordonnant nos politiques économiques, en diminuant les prélèvements obligatoires et en donnant la priorité à l'emploi.

Réformer les institutions de l'Union pour les rendre plus efficaces et plus démocratiques est une autre nécessité.

Il n'est déjà pas facile de travailler à quinze avec des institutions conçues pour six. La prochaine adhésion de nouveaux membres nous impose de modifier au préalable la composition de la Commission comme les règles de majorité et de pondération au Conseil.

Les peuples ne se sentent pas assez concernés par la construction de l'Union. Il faut qu'ils y participent davantage par leurs députés européens, qui vont être prochainement renouvelés et dont la présence et l'engagement à Strasbourg sont indispensables.

Il faut aussi une plus grande implication des parlements nationaux, et je vous invite à user largement des pouvoirs que la Constitution vous attribue en la matière.

Plus de démocratie, c'est enfin clarifier les responsabilités. L'Europe s'épuiserait à vouloir traiter de tout par des réglementations excessives qui la rendent parfois impopulaire et l'éloignent de sa vocation. Le principe de subsidiarité, libérateur d'énergies, doit s'imposer.

Cette tâche accomplie, il faudra solder définitivement les déchirures de l'Histoire, donner à l'Union ses véritables frontières, lui permettre d'accueillir, dès qu'ils seront prêts, les peuples sans lesquels elle demeurerait inaccomplie. Pendant près d'un demi-siècle, ces peuples sont restés interdits d'Europe. L'espoir de nous rejoindre les a soutenus dans leur combat pour la liberté et la démocratie. Nous n'avons pas le droit de les décevoir.

Parce que souvent jugée trop technocratique, l'Europe est apparue lointaine et abstraite. Agissons pour qu'elle s'enracine enfin dans le cœur des hommes.

Il y a une civilisation européenne. Elle est faite de cultures nationales qui se parlent et se répondent depuis des temps anciens. Des



grandes universités médiévales aux encyclopédistes du XVIII<sup>e</sup> siècle, cette civilisation a été portée par les idéaux de la liberté et de l'humanisme. Elle n'est pas une nostalgie. Elle est un projet vivant pour chaque Européen, celui d'une Europe de la culture et de l'esprit.

Défendre et faire vivre nos langues ; échanger les savoirs, partager les expériences, renforcer nos pôles de recherche, mêler les hommes, professeurs et étudiants ; harmoniser les parcours universitaires pour créer l'Europe de l'intelligence ; mieux se connaître, et pour cela faire circuler œuvres et créateurs ; c'est ainsi, en faisant vivre l'Europe, que nous la ferons aimer aux Européens, et d'abord aux jeunes parce qu'elle sera synonyme de liberté plus grande, d'épanouissement, d'émotion et d'amitié.

De même qu'il y a une civilisation européenne, il y a un modèle social européen : une tradition de négociation collective, une protection contre les aléas de l'existence, un Etat garant de la cohésion sociale. C'est aussi, pour nous, un modèle de développement. Il est indissociable de la citoyenneté européenne. Depuis le mémorandum que j'ai présenté au nom de la France en mars 1996 et l'impulsion donnée par le Conseil européen de Luxembourg, l'Europe sociale progresse plus vite. L'Union se dote enfin d'une politique de l'emploi. Elle doit, en privilégiant la voie du dialogue contractuel, rechercher une plus grande harmonisation et une baisse coordonnée des charges pesant sur le travail.

Les Français seront d'autant plus attachés à l'Europe qu'elle les protégera. Mais il faut pour cela que l'Union monte en puissance et en volonté, qu'elle assume ses responsabilités, qu'elle soit capable de s'imposer dans les discussions internationales et d'y relayer notre action.

C'est par l'Europe que nous prendrons le meilleur de la mondialisation tout en maîtrisant les forces aveugles qu'elle peut générer. C'est par l'Europe que nous obtiendrons, ainsi que je le propose, la refonte de l'architecture financière internationale pour mieux prévenir les crises économiques.

Qu'il s'agisse de l'aide au développement, pour que ceux qui ne manquent de rien aident ceux qui manquent de tout, qu'il s'agisse de la maîtrise des flux migratoires, de la protection de l'environnement, de la lutte contre la drogue et le terrorisme, nous serons plus forts si nous sommes ensemble.

Je plaide depuis longtemps pour que les pays européens prennent mieux en charge leur défense, pour l'Union se dote de moyens militaires. Les esprits devront encore évoluer et je m'y emploie jour après jour. La priorité est de bâtir un partenariat de défense transatlantique



mieux équilibré, dans l'esprit de la récente déclaration franco-britannique de Saint-Malo. L'Europe doit pouvoir jouer tout son rôle dans le règlement des crises qui la concernent, comme elle a commencé à le faire au Kosovo.

Le moment est venu de jeter les bases d'une véritable politique étrangère et de sécurité commune. Il y faudra du temps et de la persévérance. Mais la France est bien dans son rôle en proposant à ses partenaires que l'Europe pousse à l'organisation d'un monde multipolaire fondé sur l'ordre juridique international patiemment bâti depuis cinquante ans. Ayons pour ambition de faire de l'Union européenne un ensemble politique porteur de paix, d'équilibre et de progrès dans le monde.

Mesdames et Messieurs, voilà l'Europe que je souhaite, une Europe qui doit être l'expression commune des peuples qui la composent, dans la fidélité à leur identité, à leur langue, à leur culture. Aucun n'accepterait de s'y dissoudre. Chacun, à travers elle, veut au contraire exister davantage.

Le destin de la France n'a jamais été de se replier sur son hexagone. Il est au contraire de se projeter vers l'extérieur et de faire vivre et partager ses idéaux. Cette identité française, à laquelle nous sommes tous si profondément attachés, a, aujourd'hui et pour les temps qui viennent, besoin de l'espace européen pour s'exprimer, pour essaimer, pour évoluer. Loin d'être incompatible avec l'idée de nation, l'Europe est le lieu politique et spirituel où cette idée peut respirer et s'enrichir avec le plus de force.

Certes, des difficultés nous attendent qui sont le poids des habitudes, les conflits d'intérêts, les réticences de certains à entrer pleinement dans le mouvement et à en accepter le rythme et l'ampleur. Nous savons aussi qu'une volonté politique sera nécessaire pour défaire les nœuds qui trop souvent nous empêchent d'avancer et de gagner, pour tirer le meilleur parti des atouts que sont nos richesses humaines, nos entreprises, notre recherche, notre espace rural et maritime.

Les élus du peuple que vous êtes, l'élu du peuple que je suis, nous devons, les uns et les autres, prendre toute notre part à cette grande œuvre collective. Pour mieux servir les Français, je veux bâtir une Europe humaine et puissante. Être ambitieux pour la France, c'est aussi être ambitieux pour l'Europe.